FAO LIBRARY AN: 449183

ORIGINAL: Anglais
AUTRE: Français
FOOD AND AGRICULTURE ORGANIZATION

OF THE UNITED NATIONS

C49/I/6
C49/II/6
ORGANISATION DES NATIONS UNIES
FOUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

CONFERENCE DE LA FAO

Cinquième Session

21 novembre 1949 Washington, D. C.

RAPPORT DE LA CONFERENCE PREALABLE DE LA REUNION REGIONALE DU PROCHE ORIENT

Beyrouth, Liban, 12 - 17 Septembre 1949

Table des Matières

	Page
Introduction	2
I . Buts et Mesures	3
II · Programme de Travail de la FAO pour l'année 1950 · · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	10
III · Assistance Technique pour le Développement Economique	13
Annexe A - Tableau des Buts	15
Annexe B - Liste des Délégués et Membres de la Réunion	22

INTRODUCTION

La première Conférence préalable de la Région Régionale du Proche-Orient convoquée "aux fins de développer une estimation agricole et une coordination de plans et programmes nationaux avant la prochaine session annuelle de la Conférence", s'est réunie à Beyrouth le 12 Septembre pendant une durée de six jours sous la présidence de S.E. L'Emir Mejid Arslan, Ministre de la Défense Nationale et de l'Agriculture du Gouvernoment Libanais.

Les délégués présents à la Réunion ont accueilli avec plaisir l'occasion pour la discussion des activités et des problèmes communs à leurs pays et ont reconnu le besoin d'examiner la situation de l'approvisionnement alimentaire de leurs pays en tormes de production, consommation et commerce, ainsi que la relation du commerce régional en vue, aux perspectives des produits et du commerce du monde entier.

La nature compréhensive de ce contact a indiqué le besoin d'une aide de la FAO non seulement pour l'expansion de la production agricole, mais aussi dans les domaines de la vente, la distribution interne et le commerce. Au sujet du dernier point, la Réunion a exprimé les inquiétudes les plus sérieuses au sujet des approvisionnements de certains aliments qui commencent à entrer dans une phase d'un surplus onéreux. Il a été rappelé que la dernière Session Annuelle de la Conférence a donné instructions au Conseil Alimentaire Mondial d'examiner cette situation, et à la suite de cela un comité d'experts devait se réunir à Washington pour préparer un rapport à ce sujet pour la Session de cette année. Les délégués étaient anxieux de faire parvenir à leurs Gouvernements le rapport aussitôt qu'il serait disponible, afin que ceux-ci soient au courant de son contenu et les délégués assistant à la Session seraient, en conséquence, préparés pour prendre une part active dans les discussions.

Pour mettre en exécution les activités de la nutrition dans leurs pays en 1950, la Réunion a recommandé aux Gouvernements d'envoyer des personnes pour s'entrainer au Cours d'Entrainement pour la Nutrition qui sera tenu au Caire et qui commencera en Décembre 1949. La Réunion a noté que la MHO et la FAO sont disposées d'agir conjointement dans le projet d'entrainement afin d'inclure des médecins pour s'entrainer, et les délégués ont décidé de porter ce fait à la connaissance de leurs Gouvernements afin que leurs délégations puissent assister à la Réunion de la'WHO Eastern Mediterranean' avec pleines instructions quant à leurs désirs à ce sujet.

De même, pour l'exécution des analyses de la situation alimentaire, il y a lieu d'améliorer la collection et l'enregistrement des statistiques de base concernant tant la consommation que la production dans les pays du Proche Orient. En conséquence, il a été suggéré que les pays tirent profit du cours d'entraînement pour les recensements et les statistiques qui s'ouvre au Caire le 10 Octobre. Ce cours qui durera pendant l'a semaines approximativement, sous l'initiative du Gouvernement Royal Egyptien, les Nations Unics et la FAO, suit le premier cours d'entraînement qui a eu lieu à Bagdad sur l'invitation et la coopération du Gouvernement de l'Iraq.

La Réunion a insisté sur l'importance pour les délégués d'assister à la Réunion Régionale du Proche Orient afin d'attirer l'attention de leurs Gouvernements sur les implications du Programme de "l'Assistance Technique pour le Développement Economique", de sorte que les délégués de ces Gouvernements assistant à la prochaine Conférence Annuelle de la FAO puissent a (1) être pleinement au courant du type d'assistance qui est dans les limites des pouvoirs de la FAO et de son personnel technique d'offrir, (2) à la lumière de cette commissance, être préparés à déclarer d'une manière déterminée la nature des programmes de développement économique que leurs Gouvernements désirent entreprendre, et le type d'assistance qu'ils veulent que la FAO leur donne, et (3) être en conséquence en mesure de présenter des recommandations et des voeux à la Conférence.

Après avoir passé en revue la situation agricole et alimentaire courante par rapport aux perspectives et à la situation mondiale, la Réunion s'est constituée en : un Groupe Travaillant pour les buts pour 1950 et les mesures à employer pour les accomplir, et un Comité pour le Programme de Travail de la FAO pour l'année 1950 et l'Assistance Technique pour le Développement Economique qui a été divisé en deux sous comités pour étudies chacun séparement.

En examinant les problèmes et questions d'un intérêt spécial à deux ou plus de deux pays, la Réunion a décidé de ne pas discuter la question du rétablissement des réfugiés.

I. BUTS ET MESURES POUR L'ANNEE 1950/51

Des consultations individuelles ont été faites avec les délégations de l'Egypte, Ethiopie, France, Iraq, Liban, l'Arabie Sécudite, la Syrie et le Royaume Uni au sujet des buts nationaux et les estimations de production, de commerce et de consommation des principaux produits agricoles. Les buts généraux des divers programmes nationaux furent en même temps examinés, ainsi que les mesures à employer pour aider la réalisation des améliorations voulues, comme aussi quelques questions et résultats importants y relatifs.

La plupart des Gouvernements dans le Proche Orient ont entrepris, à titre de politique nationale, le développement d'un programme rationnel pour l'amélioration et l'expansion de leur agriculture. Bien que certains de ces plans n'embrassent pas les aspects de l'économie agricole, ils renferment en fait les plus importantes lignes de développement telles qu'elles sont dictées par les conditions et problèmes des pays individuels. Bien que les pays dans le Proche Orient aient beaucoup de traits communs comme aussi des buts communs, ils diffèrent en même temps beaucoup tant du point de vue du stade de développement agricole que de celui des obstacles qui doivent être surmontés.

La Réunion estime que pour coordiner les activités dans les domaines de production, de commerce, de distribution et de consommation, les Gouvernements devraient établir un Conseil Central de Développement compétent pour exercer des pareilles fonctions.

Le but dominant des plans et programmes agricoles et alimentaires de tous les pays du Proche Orient est de stimuler et aider l'accomplissement d'une économie agricole étendue - une économie dans laquelle les besoins de nourriture, habillement et habitation d'une population croissant rapidement seront considérés en premier lieu. Bien qu'il a été reconnu que la poursuite d'une pareille politique aura parfois comme résultat des surplus localisés de produits particuliers, et que les Gouvernements individuellement et collectivement auront besoin de prendre des mesures décisives pour s'assurer que des pareils surplus soient distribués efficacement et mis à la disposition des masses des consommateurs, la Réunion est d'avis que cette politique sera à la longue une politique saine.

Un autre but des plans de la plupart des pays du Proche Orient est de réduire les importations des produits alimentaires et des fibres. Très fréquement il semble qu'il y ait une tendance à s'efforcer à une indépendance économique nationale, sans égards aux coûts de production ou aux bénéfices mutuels qui pourraient résulter d'un commerce accru. A moins que les conditions spéciales du pays ne l'exigent autrement, tous les Gouvernements devraient considérer attentivement la question de l'avantage et du rendement comparatifs dans la production, avant de s'embarquer sur des programmes pour l'introduction on l'expansion rapide de ces produits qui sont mal adaptés aux conditions de leurs pays respectifs.

Dans l'élaboration des programmes de production et de commerce, les Gouvernements ont donné peu d'attention à leurs politiques d'alimentation aux fins de nutrition. Les Gouvernements devraient incluse dans leurs politiques d'alimentation, afin d'être pleinement compués convex, des mesures pour donner à leurs peuples des régimes de nutrition adéquats. Il y a lieu de développer l'éducation relabave à la nutrition et répandre les connaissances qui s'y réfèrent parmi le peuple et les fonctionnaires du Gouvernement s'occupant de l'alimentation.

BUTS REVISES

Les consultations individuelles ont révélé des informations à la suite desquelles il a été possible de faire certaines améliorations. D'autres informations sont encore désirées comme on peut s'en rendre compte des tableaux plus détaillés dans l'Annexe A.

Les buts et estimations pour la superficie et la production des récoltes principales de la Région comme révisés actuellement, montrent les caractéristiques suivantes quant au volume et l'orientation de la production : -

Proche Crient: Buts de Superficie et Production pour Produits Groupés 1/

*		
Profesion	Buts de spocificie en % de 1947/49	But de Production en % de 1948/49
Graines paulitebles	103	108
Grossos Ziblies	101	104
Riz	101	97 2/
Pource de terie	100	104
Légariabases	103	107
Sucre	113	119
Huiles végétales	•	125
1.grumes		115

^{1/ -} Les nombres indices sont tirés des totaux régionaux (avant d'être arrondis). Voir Tableau I - Annexe A.

^{2/ -} Les rendements de riz pour 1948/49 sont signalés comme étant bien au dessus de la moyenne.

Les conclusions générales qui semblent résulter de ces chiffres et des discussions avec les délégations individuelles sont : -

- 1. Si les buts et estimations de la superficie et la production de la Région considérée en entier sont réalisés, un peu moins que la moitié de l'augmentation dans la production de ces récoltes pourrait s'expliquer par une augmentation de la superficie plantée, et un peu plus que la moitié serait réalisé des augmentations du rendement et de la réduction des pertes au champ et durant la moisson.
- 2. Au sujet des augmentations dans la production des nouvelles superficies plantées, on estime que 3 à 4 pour cent seulement pourraient résulter des nouvelles terres soumises à l'irrigation ou du contrôle des eaux durant l'année prochaine.
- 3. Comparativement peu de terres pourraient être mises sous culture en 1950/51 à la suite de l'achèvement des projets de drainage actuellement en cours.

Sur la base des estimations de la production révisée, on estime que le volume total des disponibilités alimentaires brutes atteindra quelque 123 pour cent de celui d'avant guerre pour la région considérée en entier.

En ce qui concerne le volume du commerce en perspective pour l'année 1950/51, on doit tenir compte des grandes incertitudes qui s'attachent à tous buts ou estimations donnés une ou deux années à l'avance. Déjà certains pays mentionnent des difficultés à trouver des marchés pour certains produits tels que : pommes de terre, fruits et légures dont ils ont été les exportateurs traditionnels. La difficulté semble être due largement à l'équilibre des problèmes commerciaux des pays tant à l'extérieur qu'à l'intérieur de la région. Il a été démontré aussi que pendant que les Gouvernements étaient en train d'élaborer des plans pour augmenter leurs exportations, ils n'ont pas pris les mesures pour aider l'exécution de ces buts commerciaux. Dans ces circonstances, les Gouvernements désireux de renforcer leur situation compétitive dans le commerce international, doivent entreprendre des analyses plus systématiques des conditions et perspectives du marché, comme aussi prendre des mesures pour améliorer et standardiser la qualité de leurs produits d'exportation. La Réunion est d'avis que si les Gouvernements dans le Proche Orient s'occupaient davantage à conseiller les producteurs au sujet des perspectives et prix du marché, les surplus saisonniers et localisés du genre qui ont été récemment mentionnés par certains pays, pourraient être grandement minimisés si non évités.

De plus, la Réunion a été d'avis que ces surplus ne forment que des mauvais ajustements temporaires dans l'approvisionnement qui ne pourraient que causer au Proche Orient la perte de vue des buts pour le maintien d'une économie agricole et alimentaire étendue.

Il semble apparaître des buts et estimations, tels qu'ils ont été révisés, que le volume du commerce figurant dans le programme de 1950/51 serait considérablement plus grand que dans n'importe quelle année d'après guerre, et pour un nombre de pays il s'approcherait ou même dépasserait légèrement les niveaux d'avant guerre. Les augmentations principales se refèrent aux exportations des grosses graines, huiles, légumes et fruits, et les importations des graines panifiables.

MOYENS POUR L'EXECUTION DES BUTS

Irrigation - L'irrigation et le contrôle des fournitures d'eau sont des éléments essentiels de n'importe quel programme d'extension agricole dans le Proche Orient. Tous les pays ont un certain nombre de projets élaborés ou en cours, mais une superficie additionnelle très limitée peut seulement être mise sous irrigation en temps voulu pour influencer la production de 1950/51. D'un point de vue à court terme, ceux qui donnent le plus d'espérances sont les puits et les unités de pompage qui sont installés assez rapidement dans la plupart des pays. L'Arabie Séoudite, par exemple, cura à sa disposition pour la récolte de 1950, l'eau d'au moins 1000 unités. L'Egypte, la Syrie et l'Iraq sont en train d'installer également plus d'unités de pompage en 1949/50.

La situation en ce qui concerne la fourniture de pompes, revêtements de puits, tuyaux et moteurs nécessaires pour des projets d'irrigation relativement peu importants, est bien améliorée. Dans les principaux pays exportateurs, l'acier et les autres matières premières sont en plus grandes quantités à la disposition des fabricants. La production de moteurs électriques et des machines à combustion interne a rattrapé les ordres placés; divers types de pompes sont également disponibles pour l'exportation à bref délai. Des tuyaux peuvent aussi être fournis pour des revêtements de puits et autres buts.

Emploi Accru d'Engrais Chimiques - Les programmes de nombreux pays mettent beaucoup en relief les possibilités d'augmentation de l'emploi des engrais chimiques. Le Proche Orient, à l'exception de l'Egypte, consomme relativement peu d'engrais, bien que la consommation en 1948/49 de tous les genres d'engrais a atteint 156.000 tonnes métriques, soit presque le double de la consommation de la période immédiatement avant la guerre. Toutefois, le fait que jusqu'à ce jour la région dépendait largement sur les importations des sources d'approvisonnement d'outre-mer, a retardé dans divers cas l'exécution des mesures pour l'extension de l'emploi des engrais.

En ce qui concerne l'expansion de la production d'engrais dans le Proche Orient, il a été noté que l'usine de Suez en Egypte est en train d'être terminée et qu'elle produira 200.000 tonnes de nitrate de calcium, 15.5 % N ou environ 31.000 tonnes N par année. Des plans sint également à l'étude pour une seconde usine au Barrage d'Aswan. Ces deux usines, lorsqu'elles seront terminées, pourront, cependant, fournir la moitié seulement des besoins courants de l'Egypte que l'on s'attend même à atteindre de plus grandes proportions durant les an nées à venir.

L'Egypte et la Turquie produisent l'équivalent de 7.800 et 1.100 tonnes métriques (P205) de phosphates annuellement. Ceci, cependant, ne forme que les 3/5 des besoins courants de ces pays.

Le Gouvernement de l'arabie Séoudite, en vue d'utiliser le gaz naturel qui s'y trouve disponible en grandes quantités, a suggéré qu'il serait prêt à considérer favorablement l'accord avec un ou plusieurs Gouvernements du Proche Orient pour la construction d'une usine d'azote dans ce pays. Il est entendu que la FAO a fait une enquête préliminaire sur les possibilités d'installation d'une usine pour la production du sulphate d'ammonium près de Damman, et que cette usine semble avoir des moyens de pouvoir compter sur des coûts de production très bas. Cette question nécessite l'attention immédiate des Gouvernements intéressés.

Extension de la Mécanisation - Avec environ 6 pour cent des terres cultivées du monde entier, le Proche Orient n'avait que 0.3 pour cent des tracteurs du monde en usage en 1948. Une situation analogue existe en ce qui concerne les autres outillages modernes des fermes.

Cependant, durant les récentes années, des progrès rapides ont été réalisés dans le domaine de la mécanisation, et la Réunion a été impressionnée car le nombre de projets soigneusement étudiés en vue d'une nouvelle expansion méthodique de la mécanisation dans les régions où cela est possible.

L'importation de tracteurs dans la région s'est élevée à environ 4000 unités en 1948, ou près de dix fois autant que durant les années d'avant guerre, et on s'attend à ce que la demande relative à l'outillage des fermes pour la région considérée en entier, demeurera durant les deux prochaines années près du niveau atteint en 1948.

L'Iraq, le Liban, l'Arabie Sécudite et la Syrie ont fait des progrès louables dans leurs programmes de mécanisation, spécialement en :

- a) fournissant des facilités de crédit et des conseils techniques aux fermiers,
- b) maintenant et réparant l'outillage des fermes,
- c) entrainant des ouvriers et des mécaniciens.

A titre d'exemple de l'importance de la mécanisation, l'Iraq par exemple, estime qu'au moyen de son projet décennal de mécanisation, le rendement du blé pourrait être augmenté de 25 pour cent à la suite d'une meilleure exploitation agricole; que 50.000 hectares de terres en plus seront mis en culture donnant une production de près de 100.000 tonnes de céréales, et que le contrôle effectif de l'érosion et autres mesures de protection du sol pourraient être mis en exécution plus rapidement.

Tous en reconnaissant que la mécanisation agricole n'est pas possible dans un certain nombre de superficies, la Réunion est fermement d'avis que l'extension de la mécanisation est essentielle afin de permettre à de nombreux pays du Proche Orient d'atteindre une production agricole étendue, qui soit à même de faire face à la concurrence des marchés mondiaux

Fonction du Gouvernement dans l'Agriculture - La Réunion a passé en revue les différents programmes établis pour élargir les fonctions du Gouvernement dans l'agriculture. Il fut noté que :

- a) Dans de nombreux pays du Proche Orient, les moyens d'éducation dans les écoles d'agriculture primaires, secondaires et supérieures sont en train d'être grandement développés.
- b) Une recherche intensive est en train d'être entreprise dans les stations expérimentales agricoles et dans les laboratoires fondés récemment.
- c) Un progrès lent mais sûr est réalisé par l'introduction des techniques agricoles modernes grâce aux conseils donnés aux fermiers et aux démonstrations des nouvelles méthodes de culture et types d'outillages.
- d) Des Ministères et des Départements d'Agriculture sont en train d'être créés ou réorganisés en Ethiopie et l'Arabie Sécudite.
- e) Plusieurs Gouvernements ont pris des mesures pour réorganiser et étendre leurs services statistiques agricoles.

Importation Libre d'Objets Requis pour la Production - Afin de stimuler les fermiers à employer plus d'engrais, de machines agricoles et de produits pour le contrôle des fléaux dans plusieurs pays y compris l'Ethiopie, le Liban, la Syrie et l'Arabie Séoudite, les importations de toutes les machines et produits agricoles requis ont été exemptées des taxes.

Ces pays ainsi que la plupart des autres pays dans la région ont également adopté des mesures pour exempter ou tout au moins minimiser la taxation de l'outillage et équipement agricoles.

Bien que des pareilles mesures soient très louables, on ne do. t pas perdre de vue que les fermiers utilisant un outillage mécanique pourraient avoir besoin d'une protection contre les prix exorbitants des combustibles et lubrifiants comme aussi d'une assurance quant aux fournitures adéquates de ces deux produits

Autres Mesures pour l'Exécution des Buts Agricoles - Les discussions ont révélé un nombre d'autres mesures qui ne peuvent être discutées en détail en raison de l'espace limité. Parmi celles qui semblent offrir des possibilités réelles de succès, on peut citer:

- Les plans en Iraq et l'Arabie Sécudite pour encourager et aider quelques tribus nomades à s'installer sur des terres agricoles et apprendre l'industrie agricole.
- 2. Amélioration des communications, spécialement la construction de routes dans les communautés et villages qui sont virtuellement isolés des marchés extérieurs pour l'écoulement de leurs produits. Cette question fait l'objet d'une attention spéciale dans l'Arabie Séoudite, l'Iraq, le Soudan Anglo-Egyptien et l'Ethiopie.
- Contrôle des sauterelles A la suite d'une coopération intergouvernementale édroite, de grands progrès ont été réalisés dans la réduction des pertes dues à ce fléau. On s'attend aussi, grâce à une nouvelle coopération, à augmenter spécialement les rendements moyens des graines d'une manière sensible.

 Des pareilles coopérations inter-gouvernementales pourraient être efficaces pour la lutte contre le "Sunn" (eurygaster integreceps), comme aussi contre les fléaux qui sont communs à plus d'un pays.
- 4. Graines améliorées Les plans à travers toute la région exigent l'introduction de variétés améliorées ainsi qu'une bonne qualité de graines. Des pareilles fournitures s'obtiennent des stations des graines du Gouvernement, comme aussi par l'importation des variétés à grand rendement des autres pays.
- 5. <u>Usine Pour la Fumigation</u> Le Liban a récemment établi une usine de fumigation pour traiter tous les envois agricoles. On est d'avis que la fumigation des chargements internationaux justifie un nouvel examen de la question.

Considérant ce qui précède ainsi que les autres mesures possibles les observations suivantes sont soumises avec certaines recommandations :

Rapport-Programmes Annuels à la FAO

Il est observé qu'un certain nombre de Gouvernements dans la région du Proche Orient n'ont pas encore soumis leurs rapports annuels pour l'année 1949 à la FAO comme requis par l'Article XI de la Constitution. Etant donné que ces rapports constituent un moyen important pour l'échange d'informations concernant les buts et programmes futurs des Gouvernements, tous les Gouvernements membres, comprenant ceux en charge des territoires qui n'ont pas de gouvernement propre, sont sollicités de faire un effort spécial afin de soumettre ces rapports pour 1950, sous la forme et la date requises par le Directeur-Général. A propos de la partie statistique de ce rapport, la Réunion a été d'avis qu'afin de faciliter les analyses des statistiques agricoles, les Gouvernements devraient suivre une procédure standard où les statistiques seront uniformément présentées. A cet effet, la FAO est requise d'établir, le plutôt possible, un manuel de style statistique pour mettre à leur disposition le standard de procédure voulue pour ce travail. Il est également suggéré, que les Gouvernements désirant l'aide de la FAO pour l'établissement des buts pour 1951/52 ainsi que pour d'autres aspects de leurs plans et programmes de travail comprenant les Bilans Alimentaires, avisent la FAO de leurs désirs pour une pareille aide au commencement de l'année 1950.

Annonce des Buts Nationaux

On est d'avis que les Gouvernements peuvent influencer la production, le commerce et même l'emploi d'approvisionnements alimentaires, en faisant des déclarations officielles aux producteurs, propriétaires fonciers et au public en général, au sujet des buts nationaux qui ont été établis pour l'année à venir, et des mesures que les Gouvernements sont en train d'entreprendre pour aider leur accomplissement. Pareilles déclarations doivent être accompagnées d'une explication des buts en vue, et suivies par des appels périodiques au public demandant son appui pour ces buts et programmes. La méthode spéciale pour faire appel au public devra naturellement varier grandement, mais l'objectif poursuivi devrait toujours être de créér l'intérêt de la masse afin d'encourager le plus grand appui possible.

Expansion Agricole

Attendu que le défrichement et le développement de la terre et des ressources d'eau constituent une mesure principale pour l'augmentation de la production alimentaire, et

Attendu qu'il y a des vastes superficies de terre au repos dans la région du Proche Orient qui pourraient être ajoutées à la terre cultivée, et

Attendu que les Gouvernements du Proche Orient sont sérieusement intéressés à l'augmentation de leurs superficies agricoles disponibles, afin de faire face aux besoins de l'accroissement rapide de leurs populations et élever leurs niveaux de la ie, et

Attendu que les Gouvernements du Proche Orient ont besoin parfois d'une aide extérieure pour l'élaboration économique et technique des plans d'expansion agricole,

En conséquence, la Réunion recommanda : -

- 1. Que la FAO s'assure des difficultés spéciales que les Gouvernements du Proche Orient rencontrent dans la préparation ou l'exéution des projets pour l'accroissement de leurs superficies agricoles, et
- 2. Que, lorsqu'elle sera requise par un Gouvernement du Proche Orient la FAO devrait envoyer une équipe d'experts au courant des conditions du Proche Orient, afin d'aider les experts locaux à développer des projets appropriés pour l'expansion agricole et conseiller quant à la possibilité économique et aux moyens de financement de pareils projets.
- Que la FAO porte à l'attention des principales agences internationales, la possibilité économique et technique de pareils projets, et collabore par d'autres moyens à faciliter les arrangements financiers nécessaires.

Production d'Engrais Chimiques et Produits pour Contrôle des Fléaux

Ayant noté l'importance d'étendre l'emploi d'engrais chimiques et des produits pour le contrôle des fléaux :

Ayant aussi noté que les engrais et les insecticides produit dans la région sont encore loin de pouvoir satisfaire les besoins des pays où ils sont employés,

Notant également que la fourniture de ces produits des pays éloignés entraînera des dépenses qui éleveront le coût de production,

Notant que certains emplacements dans le Froche Orient sont adaptés à leur production, comme par exemple la production d'engrais dans l'Arabie Séoudite où d'importantes quantités de gaz naturel s'en vont actuellement en pure perte,

En conséquence, la Réunion recommanda :

que des recherches soient entreprises par la FAO au sujet des emplacements possibles dans le Proche Orient pour monter des usines pour la fabrication des engrais et des insecticides, et que des mesures pratiques soient prises pour la fourniture de quantités suffisantes pouvant satisfaire les besoins de la région.

Machines et Equipements Agricoles

Attendu que l'expansion agricole dans certaines parties des pays du Proche Crient exige un emploi plus étendu de machines agricoles, et

Attendu que les machines agricoles fabriquées à l'extérieur de cette zone, ont fréquemment besoin d'être modifiées pour pouvoir mieux s'adapter aux conditions locales quant au type du combustible employé, du système de refroidissement, du poids, etc. afin de faciliter leur usage,

En conséquence, la Réunion recormanda :

Que la FAO porte ceci à la connaissance de quelques unes des principales fabriques et les prie d'envoyer des experts pour étudier les modifications nécessaires requises dans les machines produites par elles, afin de rendre leur emploi plus économique et plus efficace en tenant compte des conditions et types de culture dans le Proche Orient.

II. PROGRAMME DE TRAVAIL DE LA FAO POUR 1950

La Réunion a reconnu que les activités courantes de la FAO et son programme de travail proposé pour l'année 1950 sont les résultats des efforts déployés durant les trois dernières années pour faire face, dans les limites des finances de la FAO, aux besoins des pays membres tels qu'ils sont exprimés par ces derniers à la Conférence Annuelle de la FAO. Là, où il a été possible, le programme a été modifié pour satisfaire les besoins spéciaux des pays et régions individuels, et pour faire face aux nouvelles situations au fur et à mesure qu'elles se produisent.

Passant en revue le programme proposé pour l'année 1950, la Réunion a insisté sur le fait qu'une conférence régionale a eu lieu au Caire en février 1948, où les principaux problèmes de la région, spécialement ceux relatifs à la production agricole, furent examinés et des recommandations définitives furent faites. Certains de ces problèmes ont commencé à être traités, mais pour diverses raisons, aucune action ne fut entreprise pour les autres. Il a été estimé que la plupart des recommandations qui n'ont pas été exécutées, représentent encore les besoins urgents du Proche Orient.

La Féunion a recommandé aux pays membres de donner une haute priorité, lorsqu'ils coopéreront avec la FAO, à l'exécution des projets inclus dans les résolutions de la Conférence tenue au Caire.

1. IRRIGATION ET DRAIN/GE

L'irrigation et le drainage doivent recevoir la plus haute priorité dans le domaine de l'agriculture dans le Proche Orient. Afin de réaliser un développement efficace et méthodique des travaux d'irrigation avec, là où 11 le sera nécessaire, des plans complémentaires pour le drainage, chaque pays devrait faire des enquêtes lorsque la nécessité l'exigera, afin de déterminer

l'étendue et la nature des ressources de la terre et de l'eau appropriées au développement de l'irrigation. De plus, il est suggéré que l'une des principales fonctions des Conseils Centraux de Développement déjà mentionnés, serait de contrôler la priorité et le développement subséquent des projets d'irrigation possibles par rapport à l'économie de chaque pays.

Etant donné qu'on a besoin de techniciens entraînés adéquats pour tracer les plans nécessaires aux travaux d'irrigation et de drainage, la Réunion recommanda que la FAO fournisse un technicien pour travailler sur ces problèmes dans la région.

2. PRODUCTION DE GRAINES AMELIOREES

L'emploi de graines améliorées mérite une très haute priorité vu qu'elles contribuent tant à la production des rendements maxima et de la qualité des récoltes dont le résultat se traduit par des rentrées profitables. Des graines appropriées et améliorées devraient faire l'objet de la plus grande attention immédiate. Certains pays ont actuellement des stations pour expérimenter et augmenter la production des graines améliorées, et les autres pays devraient établir des stations similaires, soit individuellement ou coopérativement. Ceci constitue une activité entraînant des grandes recherches pour développer les variétés qui s'adaptent le mieux à chaque pays ou communauté qui diffèrent d'une manière significative du point de vue du sol, climat, etc. Dans beaucoup de cas, deux ou plusieurs pays pourraient coopérer dans un travail où ils auront des problèmes communs. La FAO devrait fournir un fonctionnaire dévouant tout son temps à aider les pays de la région à tracer et a exécuter un pareil programme coopératif.

3. PROTECTION DE LA PLANTE

Dans le domaine des maladies des plantes et des attaques d'insectes, les pays devraient diriger leur attention aux méthodes pratiques de contrôle. Le programme de contrôle des sauterelles, qui à l'heure actuelle est poursuivi avec succès dans certains pays voisins, devrait être étendu jusqu'à ce qu'une pleine coopération internationale de tous les pays souffrant de ce fléau soit atteinte. On doit également insister au sujet de la protection des graines emmagasinées contre les divers fléaux. La FAO devrait obtenir et rendre disponibles plus d'informations au sujet des lois quarantenaires existantes et leur mise en vigueur dans tous les pays où elles existent, comme aussi des efforts devraient être faits par les pays exportateurs ayant ces lois de s'assurer que les produits entrant dans le commerce international soient exempts des fléaux et des maladies. Afin d'atteindre ce but, les pays membres devraient examiner leurs règlements quarantenaires en vue de déterminer quels sont ceux qui doivent être renforcés et quels sont les nouveaux règlements qui doivent être faits; aussi quelle nouvelle législation est requise pour coordiner les lois quarantenaires existantes et protéger certains pays contre les fléaux et les maladies existant dans les autres pays.

ECONOMIE "ANIMALE

Conformément aux résolutions de la Conférence tenue au Caire en février 1948, les pays du Proche Orient devraient entreprendre en coopération avec la FAO le travail relatif à l'amélioration de la santé et la nutrition des animaux. On devrait également s'occuper de l'élevage des animaux afin de déterminer les races locales qui doivent être améliorées soit par sélection soit par croisement avec d'autres races, et les nouvelles races qui doivent être introduites et maintenues telles quelles en vue de satisfaire à un besoin déterminé, comme par exemple, une agriculture plus intensive pour laquelle il n'y a pas une race ou une variété locale disponible. La première mesure à faire devrait être une étude à fond par la FAO du bétail actuel, leur environnement et les possibilités d'amélioration dans les pays du Proche Orient. Les fonds actuels alloués pour ce travail dans les pays membres sont inadéquats et cet aspect devrait être considéré à la session de la Conférence de 1949. Si possible, la

FAO devrait fournir un technicien consacrant tout son temps pour les problèmes commans du bétail de la région.

5. TRANSFORMATION DE PRODUITS AGRICOLES POUR LA CONSERVATION

Avec les surplus de certains produits agricoles engendrant de nouveau des problèmes dans les pays du Proche Orient, il est très important d'obtenir plus d'aide technique dans ce domaine. Une attention spéciale devrait être donnée à la question de la transformation des produits du bétail et des légumes et fruits périssables, pour la conserve. En conséquence, la FAO est priée d'étudier très attentivement cet important problème, et de fournir un technicien pour trois mois au moins chaque année pour travailler sur ces problèmes dans les pays qui entreprennent pareil travail et qui voudraient les services de pareil technicien.

6. DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES DE NUTRITION

Afin de développer les activités dans le domaine de la mutrition dans la région, il est suggéré que les Gouvernements, qui ne l'ont pas encore fait, établissent des Organisations Nationales de Nutrition sur des bases qui seraient les mieux adaptées aux conditions de leurs pays, afin de stimuler l'intérêt, répandre les connaissances parmi le peuple et pour fournir des informations à l'usage du Gouvernement concernant la consommation alimentaire et l'état de nutrition du peuple.

La Réunion a considéré que les matières suivantes étaient également d'un intérêt spécial aux pays du Proche Orient :

1. Distribution des Surplus Alimentaires

Les délégués ont exprimé une inquiétude au sujet des stocks actuels de certains produits agricoles qui trouvent difficilement un marché. Il appert qu'il y a des stocks considérables de pommes de terre en Syrie, au Liban et à Chypre, pour lesquels on ne trouve pas de marché à des prix rémunérateurs pour les cultivateurs. Des stocks considérables de graines se sont accumulés en Iraq et en Syrie. Pour la plupart du temps toute la production agricole et la distribution alimentaire dépendent de l'entreprise privée et elles sont dirigées sans plan efficace.

Si des pareils surplus continuent à avoir lieu, il y a toute évidence que les politiques agricoles actuelles des Gouvernements membres seront bouleversées, et la Région pourrait de nouveau être exposée à un manque de nourriture au cas où des années à maigres récoltes se produiraient.

La Réunion suggère que des réunions officieuses des représentants des pays du Proche Orient soient tenues périodiquement en vue d'échanger des informations au sujet de la production et la distribution agricoles. Ces réunions devraient faciliter le commerce des approvisionnements alimentaires parmi les pays du Proche Orient.

2. Obtention d'un Personnel Permanent

Durant les années récentes et à l'heure actuelle, il y avait et il y a actuellement aussi un manque important de techniciens qui restent durant une période de temps suffisamment longue pour poursuivre efficacement les travaux techniques pour lesquels on ne dispose pas de fonctionnaires locaux adéquatement entraînés. Il est fortement recommandé que la FAO aide de toutes les manières possibles aux fins de fixer et arranger les services des personnes bien entraînées qui travailleront durant de longues périodes de temps auprès des pays membres. Des pareils techniciens sont nécessaires pour la conduite des recherches et pour entraîner le personnel aux travaux d'extension agricole, de

statistiques et autres travaux techniques,

3. Autres Domaines de Travail

Les projets des programmes de travail pour l'année 1950 dans les domaines de la Pêche, Sylviculture, Information et Bien être Rural, proposés aux fins de considération à la 5ème Session de la Conférence de la FAO, bien que non discutés, furent considérés comme satisfaisants en général dans la mesure où ils s'appliquent au Proche Orient. Toutefois, il fut convenu que les publications soient distribuées d'une manière plus choisie, afin de s'assurer que chaque pays membre ne reçoive que celles qui le concerne directement, et que des publications appropriées en Français ou en Anglais, suivant qu'on le désire, soient envoyées directement aux organisations et fonctionnaires directement intéressés, comme aussi par l'entremise des moyens officiels de communication.

III. ASSISTANCE TECHNIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

La Réunion avait devant elle aux fins de considération sous ce titre, le Document de la FAO CL 6/9 avec aussi la Résolution du Conseil Social Economique des Nations Unies datée du 14 et 15 Août 1949 "Programme Elargi d'Assistance Technique pour le Développement Economique". Elle approuva le principe de soumettre les demandes d'assistance dans le cadre du programme d'Assistance Technique, sous la forme de programme et projets compréhensifs distincts des demandes d'assistance isolées et non coordonnées, lesquelles sont souvent d'une nature à court terme.

La Réunion a de plus attiré l'attention sur l'importance d'assurer, par tous les moyens possibles, que la FAO et les Gouvernements membres accompliront, aussi énergiquement que possible, le travail initié par les spécialistes dans le cadre du Programme d'Assitance Technique, afin de ne pas permettre qu'un pareil travail tombe avec le retrait de l'assistance technique.

Il a été reconnu que tout en tenant dûment compte du besoin d'experts hautement spécialisés pour la solution de certains problèmes, le besoin saillant dans le Proche Orient réside dans la direction des recherches de base de l'agriculture, telles qu'elles sont du ressort de la FAO.

Il fut fortement recommandé que les fonds des allocations pour l'assistance technique soient distribués pour payer partiellement les salaires des fonctionnaires engagés dans certains pays, au cas où une demande sera faite à cet effet, et que le budget de la FAO ne permettrait pas d'allouer ceci à l'heure actuelle.

L'attention a été attirée sur l'importance de considérer le Document CL 6/9, non comme un programme rigide et détaillé, mais comme un cadre de travail suggéré dans lequel il y a de la place pour des changements considérables suivant les besoins des pays individuels, en raison de leurs grandes différences relatives au développement économique général, à la géographie, au climat, à la topographie, etc. et la FAO fut priée d'encourager la liberté d'action pour les pays et régions individuels dans la présentation de leurs programmes.

La Réunion a demandé à la FAO d'accorder la plus grande considération aux demandes des Gouvernements membres relatives à des techniciens déterminés, et de faire tout son possible pour assurer l'envoi de pareils techniciens là où leurs services seront le mieux disponibles pour les besoins du pays qui en ferait la demande.

Le principe fut également approuvé quant à l'emploi des services des experts de la FAO pour la préparation et la présentation des projets sollicitant une assistance technique tels que ceux mentionnés dans le Document CL 6/9.

La Réunion a de plus insisté sur l'importance d'arranger un entra înement avancé à l'étranger concernant les recherches de base de l'agriculture pour les

049/I/6 049/II/6 page 14

spécialistes des pays dans le Proche Orient; comme aussi au sujet du principe d'échange des spécialistes; elle a également encouragé la FAO à consacrer une attention spéciale à cette question dans les limites tant de son propre cadre de travail que de celui des Programmes d'Assistance Technique.

Un vote de remerciements fut adressé au Gouvernement Libanais dans les termes suivents et transmis au Ministre des Affaires Etrangères : -

"Les délégués à la Réunion de la Conférence Préalable du Proche Orient de la FAO tenue au Palace de l'UNESCO, Beyrouth, du 12 - 17 Septembre, expriment unanimement leur profonde appréciation et gratitude au Gouvernement Libanais agissant comme hôte de la Réunion, pour la généreuse hospitalité accordée aux délégués durant tout leur séjour et pour avoir fourni toutes les facilités qui ont rendu possible l'exécution des travaux d'une manière si prompte et si satisfaisante".

ANNEXE A. PRODUCTION ET COMMERCE

1948/49 et 1950/51

- 1. Les tableaux suivants indiquant les buts de production et de commerce par produits et pays pour 1950/51 avec des comparaisons pour l'année 1948, furent préparés par le Secrétariat à la suite de ses consultations avec les Gouvernements individuels concernant les essais de préparation des buts compris dans le Rapport de Travail de la Réunion de la Conférence Préalable du Proche Orient. (Compte rendu des Programmes et des Perspectives Alimentaires et Agricoles pour le Proche Orient 1949).
- 2. Les informations nécessitant certaines révisions furent reques des pays suivants : Chypre, Ethiopie, Liban, Iraq, Arabie Séoudite et Syrie. D'autres pays ont exprimé leur consentement à fournir des informations additionnelles au sujet de leurs buts de production et de commerce, et on espère que ces informations pourraient être mises à la disposition du Secrétariat de la FAO en temps voulu, pour être inclus dans la documentation qu'on est en train de préparer actuellement pour la Conférence Annuelle, i.e. pas plus tard que le 10 octobre. De plus, il y a encore des lacunes considérables dans les informations relatives à la production et le commerce de 1948. Il est de même désiré des Gouvernements de soumettre en même temps plus de données à cet effet.
- Jes signes distinctifs employés dans les tableaux sont indiqués cidessous : -
 - ... Pas de chiffres disponibles
 - Néant ou en quantité négligeable
 - + Estimations du Secrétariat
- 4. Les chiffres totaux pour la région ont été arrondis et ils comprement les estimations pour les chiffres manquants et pour les pays qui ne sont pas indiqués dans les tableaux.

TABLEAU I - CUPTURICIE PT PRODUCTION PAR PRODUITS PAYS INDIVIDUELS : 1946/49 ET BUTS PT PROJETS POUR 1950/51

		7.7 D	דיז כידום	בליסלב שחסים כושיסטיי	77 57	7.77					
& ¥ & €	E I			e 0	Ö	,			н	Ø	
	Superficie	Prod	Production	Superficie	cle	Produ	Production	Superficie		Production	tion
	1948/1:9 1950/51 1000 h	1000 1000	50/51 T.M.	48/49 50/51 1000 h		13/14	43/49 50/51 1000 T.H.	48/49 50/51 43/49 50/51 1000 ha. 1000 T.M	15/21 4	0/1/0 1000	50/51) T.M.
Soud.n .nglo-TCyy. Chypre Egypte Tritrée Tritrée Tran Iraq Liban .rabie Séoudite Somalie (.nglaise) Somalie (Trangaise) Syrie Trangordanie Trangordanie	74, 75 637, 592 104, 11 400, 385 1750, 1800 70, 70, 73 , 500 70, 70, 125 4478, 4600 (-, 125	25 1080 1080 1700 300 50 11 - - 750	20 1163 1163 250 2000 500 500 500 500 75 870 175 1920	20	11	140 166 264 400 600 570 27 11 11 11 11 11 11 11 11 11 11 11 11 11	2 145 26 26 26 380 800 800 20 15 15 50 50 50	5. 5. 5. 5. 5. 5. 5. 5. 5. 5. 5. 5. 5. 5	26 647 14 566 2 10 80 8 7 4 4 4 60 6	204 194 194 194 56 6 154 154 154 155 156 156 156 156 156 156 156 156 156	22 20 20 15 20 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10 10
TICTOI HOLDAL	8900 9280	9250	10030	4350 5	5110	0014	5020	1810	1380 3450		2460

Voir renvois 2 la fin du tableau

Voir renvois à la fin du tableau.

Tableau I (Suite)

S X A	DIT	LICUMENTAL	/s 51			SUCR	3 3/		
1	Superficie	ic ie	Troduction	tion Section	Superficie	fole oso/si	Produc	tion	1
	1946/49 499/J	0.0/01 a.	1000	49 1990/ 31 1000 T.M.	1000	1000 ha.	1000	1,00/04 11.	
Soudan And o-Parintifen		33	104	20					1
Chymne		, E	ત્ય	-	1	i	ŧ	ı	
Egypte	193	197	336	336	39+	33	200+	412	
Eritrée		75		.7	1	ı	ı	ŧ	
Tthionie		240	250	250	ı	,	•	,	
Iran			130	725	•	45	+24	70	
Irad		•	10+	20	1	,	1	,	
Liben		0	H	17	ı	1	1	ı	
Arabie Scondite		ι	•	•	ı	ı	ŧ		
Somalie (Anglaise)	•		1	t	1	ı	1	•	
Somelie (Francaise)			- Fas	s de chiffres	disponibles-	.63-	,	<u> </u>	
Syrie	348	150	76	100	,	S	1		
Transfordan 1e		<i>⊗</i>	304	30		1			
Turente				:	64	20	121	14c	
Yemen	· •			Pas de chiffres disponibles-	disponih]	-ea-	,	\sim	
								erings for demonstration or approximate influence of responsions.	1
REGION TOTALE	1710	1750	1160	1240	1.20	047	260	<i>₽</i> ;30	
	The state of the s	Annual Contraction of the Persons							1

1/ - Fortvalent de laddy

2/ - Comprenant feves, pois, lentilles, mais la proportion varie pour les pays individuels .

 \mathcal{Y} - En termes de sucre raffiné .

INDIVIDUELS	
I PAR PAYS ET PRODUTES I	
PAYS ET	
PAR	
- PRODUCTION	
+	
Sulta	
·	
-	
Tablean	
Ē	

PAYS	AGRUMES 4	/ 1 7.52	SESAME 5/ (équivalent huile)	_	GRAINES DE COFON 5 (équivalent hulle)	COTON $5/$	ARACHIDES 5/ (équivalent huile	ES 5/ t huile)	OLIVES 5/ (équivalent hulle	hu11e)
ý-t.	1948/49	13/0561 61	1948/49 1950/51 11	1950/51	1948/49 1950/51 Tonnes	1950/51 en Métr	1948/49 1950/51 1gues)	1950/51	1948/49 1950/51	15/056
							, 1	,		
Soudan Anglo-Egyptien		,	194	80	15	17	‡	9	•	1
Chypire	254	30	0.1	7.0	ŧ	1	•	i	<u></u>	1.5
Egypte	2354	250	ĸ	Ŋ	104	150	7	Ŋ	•	9 8 6
Eritrée		1	6.0	1.5	•	1.1	:	2.5	,•	t
Ethiopie	•	i.	83	90	6.0	~	٦	α	i,	•
Iran	61 +	<i>8</i> 5	1.8	<i>=</i> ‡	3.8	9.3	0.3	ય	5°4	13
Iraq	1	ı	₹ 7°5	w of	0.2	٠. د	•	i	•	•
Liban	45	9	0.8	တ္	,	•	ı	•	ω	0
Arabie Secudite		•		•	•	1	ı	1		,
Somalie (Anglaise)	i	ŧ	•	ı	•	1	ı	1	t	
Somalie (Française)	•		•	- Pas	de chiffr	es disponib	les -	•	1	ı
Syrie		1	Ŏ.3	₹°0	2.5	S	•	1	7.5	10
Trans.jordanie	ŧ	s	•	1	3		•	1 '	~ I	1
Turquie	•	•	•		50	25			† 09	80
Yemen	-			- Pas	de chiffres	es disponib	les -	1,1	§	•
REGION TOTALE	720	840	120	130	150	180	10	20.	80	120
	•			•	,					

4/ - Y comprise oranges, citrons, mandarines, grape-fruits.
 5/ - Pour plus de comparabilité les chiffres sont donnés en termes d'huile :
 Les coefficients employés pour le calcul de l'équivalent d'huile sont:
 45 % pour sésame
 28 % pour arachides
 15 % pour graines de coton et olives .

Il est à noter que dans un certain nombre de pays dans le Proche Orient, une partie seulement des graines eléagineuses produites est transformée en huile .

Tableau II - commerce net par produits et pays individuels : 1948 et butelau II - commerce net projets four 1950/51

•	(Le signe moins (-) dé	(Le signe moins (-) désigne les exportations net)	
PAYS	GRAINES PANIFIABLES 1/	GROSSES GRAINES 2/	R I Z
	1948 1950/51 1000 To	1948 1950/51 1000 Tonnes Métriques	1948 1950/51
Soudan Anglo-Egyptien Chypre Egypte Egypte Eritrée Eritrée Eritrée Iran Iran Iran Arabie Sécudite Somalie (Frénçalse) Syrie Transjordanie	10 16 40 40 -1 40 -90 -41 -90 -15 -41 -90 -100 127 -90 50 - 45 1 1	15 - 30 15 - 30 345 429 -34 -45 -160+ -350 27+ - 35 282/ -50 5/4 - 35	23/ 3 -509 - 566 -15 - 76 112 48 % 50 1 1 1
Yemen: REGICN TOTALE	Pas	de chiffres disponibles 220 -410	015 - 051 -

2/ - Les grosses graines comprennent l'orge, l'avoine, millets et songhos.

3/ - Janvier - Juin

Pour le riz, sucre, hulles, agrumes, voir aussi les renvois au Tableau I ..

49/1205

			TABLEAU	TABLEAU II (Suite	itte)					
PAYS	POMMES	POMMES DE TERRE	TECHNINEUSES	VEUSES	SUCRE	æ	HULLES	ES SET SET	AGRUMES	ဟ
					(raffiné)		(équiv.huile	M11e)		
	1948	1950/51	1948	1950/51	1948	1950/51	1948	1950/51	1948	1950/51
Soudan Anglo-Egyptien Chypre Egypte Eritrée Erhiopie Iraq Liban Arabie Séoudite Somalle (Anglaise) Somalle (Française) Syrie	11 2 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	درا	#81	1001-10	2 - 1 - 2 - 2 - 2 - 2 - 2 - 2 - 2 - 2 -	04 140 LOO : v : 9 L	ψαοφ _τ '	d d d d d d d d d d d d d d d d d d d	: 	11. 11. 11. 11. 11. 11.
Turquie	• •		21. ² / Pas de	र्छ	dis		ξ.	-35	• •	:
REGION TOPALE	-10	-30	09-	-250	170	210	-20	0.4-	-210	-290

19/1205

ANNEXE B . MEMBRES DU COMITE DE LA REUNION

Président

S.E.L'Emir Mejid Arslan Ministre de la Défense Nationale et de

l'Agriculture Liban

Vice-Frésidents

Darwish et Haidary Bey, Directeur-Général de l'Agriculture

Iraq

Boutros Boy Bassili

Egypte

Amin Nazif Bey Syrie

DELEGUES A LA REUNION

Pays	Nom	Titre
Egyte	Boutros Bey Bassili	Directeur-Général Section de la Protection de la Plante - Ministère de l'Agriculture Le Caire
11	Mr. Mohamed Kamel Hindy	Spécialiste Section Economique et de Statistiques Ministère de l'Agriculture Le Caire
Ethiopie	Serequeberhan Guebregzie	Consul Général Beyrouth
11	Mr. Perry A. Fellows	Directeur des Projets Addis Ababa
France	Mr. Pierre Bart	c/o Conseiller Commercial près l'Ambassade de France Le Caire
tt	Mr. Pierre Casalonga	Conseiller Commercial au Levant Le Caire
п	Mr. Roger Luis Frunier	Docteur Vétérinaire Chef Service Elevaga Agriculture et Forêts Côte Française des Somalis
Iraq	Darwish el Haidary Bey	Directeur-Général de l'Agriculture Bagdad
Iraq	Dr. Yehia A. Safi	Directeur Collège Royal de Pharmacie et de Chimie Bagdad
Liban	S.E.L'Emir Mejid Arslan	Ministre de la Défense Nationale et de l'Agricultu Beyrouth

Pays	Nom	Titre
Liban	Mr. Nasri Haddad	Directeur Général Ministère de l'Agriculture Beyrouth
11	Mr. Badie El Khazen	Ingénieur Directeur du Service Hydraulique Beyrouth
11	Mr. Joseph Najjar	Conseiller de l'Ecole Supérieure d'Ingénieurs Beyrouth
11	Mr. Fouad Saade	Membre du Comité National de la FAO Beyrouth
ft	Ali Pacha Tabbarah	Inspecteur Gé néral de l'Agriculture Beyrouth
п	Mr. Alfred Chamoun	Directeur de l'Enseignement Agricole Beyrouth
n	Mr. Ibrahim Abd El Ale	Chef du Service Hydraulique Beyrouth
n	Mr. Michel Ayyache	Chef des Services Economiques et Culturels Beyrouth
п	Mr. Moustapha Nsouly	Directeur Bureau des Statistiques Beyrouth
tt	Dr. Salim Hayek	Délégué du Ministre de la Santé Publique Beyrouth
†1	Dr. H. Sarøy El Dine	Président Infant Welfare Centre Beyrouth
Ħ	Mr. Boulos Boulos	Chef du Service de l'Economie Agricole Beyrouth
11	Mr. Jean Debbaneh	Ingénieur Agronome Beyrouth
п	Mr. Jean Murhij	Chef et Professeur de Biologie Beyrouth
II	Mr. Salim Maksoud	En charge de la Section de l'Agriculture A.U.B. (en cas d'absence do Mr. Jean Murhij)

Pays	Now	Titre
Arabic Séoudite	Mr. Abdel Rahman Mohamed El Bassam	Conseiller des Affaires près la Ligue Arabe Légation de l'Arabie Séoudite Beyrouth
u '	Mr. Sadek Husseiny	Conseiller Département de l'Agriculture Jeddah
**	Mr. Abdalla Dabbagh	Assistant au Directeur de l'Agriculture de l'Arabie Sécudite Jeddah
Syrie	Amin Nazif Bey	Directeur de l'Agriculture Damas
tt.	Mr. Khaked M. Abed	Assistant au Directeur Général Damas
r	Mr. Gabriel Farah	Département de l'Hygiène Publique Damas
ı,	Mr. Soubhi Mazloum	Directeur des Irrigations et des Forces Hydrauliques Damas
u	Mr. B. S. Pickett	Conseiller Agricole Damas
Jordanie	Ferhan Shubaylat Bey	Légation de la Jordanie Beyrouth
Royaume -Uni	Sir Herbert Stewart	Conseiller Agricole Bureau Britannique du Moyen Orient Le Caire
u	Mr. H. Hirst	Directeur de l'Agriculture Chypre
Yemen	Mr. Yehia Al Mudwahy	
Holy See	Dr. A. Sara (en l'absence de Mgr. A. Marina)	
IIO	Mr. I. Joukadar	Département du Travail Damas
UNESCO	Mr. Karl Borch	Fonctionnaire Technique pour le Proche Orient Le Caire
UNRPR WHO	Dr. J. D. Cotrell	Médecin Chef UNRPR, Beyrouth



Personnel	ф	la
O.5 FF		

Nom	Titre
S.E. M. T. Hefnawy Pasha	Représentant Régional pour le Proche Orient
Mr. D. M. Lubbock	Secrétaire-Général de la Réunion
Mr.K. A. Bennett	Fonctionnaire Administratif
Dr. M. A. Abbasy	Fonctionnaire pour la Nutrition
Mr. H. Clowes	Spécialiste des Produits
Mr. A. C. Jansen	Economiste Agricole
Mr. A. Semple	Ingénieur Agronome
Mr. H. Vogel	Economiste Agricole
Mme. W. Armstrong	Secrétaire